

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEROY SOMER

Boulevard Marcellin-Leroy
16000 Angoulême

Références : 2026_457_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement LEROY SOMER implanté USINE DU RABION FONDERIE ZI de Rabion 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale de contrôle portant sur les activités impliquant l'utilisation de produits chimiques. Cette opération a pour objectif d'évaluer les modalités de gestion mises en place par l'exploitant, notamment en ce qui concerne la disponibilité et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), le suivi et l'état des stocks de produits chimiques, ainsi que les mesures de maîtrise des risques liées à leur utilisation.

Elle vise également à examiner les conditions de stockage des substances présentes sur le site, ainsi que les dispositifs de rétention et les aménagements mis en œuvre au sein des installations afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle et de vérifier la conformité aux exigences réglementaires en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEROY SOMER
- USINE DU RABION FONDERIE ZI de Rabion 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201394

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Leroy Somer appartient au groupe Nidec depuis début 2017. La fonderie Leroy Somer a été créée en 1967. Elle emploie actuellement 130 personnes. Elle fabrique des pièces de fonte à graphite sphéroïdal et de la fonte grise à graphite lamellaire. La fonderie fabrique aussi des pièces en fonte pour des clients extérieurs (environ 30%).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, réalisée dans le cadre d'une opération régionale de contrôle portant sur l'utilisation de produits chimiques, a permis d'évaluer la disponibilité et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), le suivi et l'état des stocks de produits chimiques, ainsi que les mesures de maîtrise des risques liées à leur utilisation, notamment en matière de rétention et de prévention des incompatibilités entre produits. Les dispositions mises en oeuvre sont globalement conformes.

Néanmoins, à la suite de la visite de septembre 2025, il apparaît que la rétention déportée doit être modifiée afin de se conformer aux prescriptions en vigueur définies par l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les FDS sont disponibles à la fois en version papier et en version numérique. L'exploitant indique réaliser une vérification complète de ces documents tous les deux ans afin de garantir leur mise à jour. Par ailleurs, une version papier est conservée dans un classeur, accessible en permanence pour le SDIS en cas d'exercice ou d'incident. Les versions actuellement disponibles sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant assure un suivi des entrées et sorties de produits afin de respecter les volumes autorisés par son arrêté préfectoral et de maîtriser les risques associés. Les contenants nécessitant un raccordement à l'équipotentialité sont bien identifiés et correctement reliés. La cellule dédiée aux produits inflammables est équipée d'un RIA positionné à l'entrée, ainsi que d'un extincteur situé à proximité de la porte de sortie de secours. Ces équipements font l'objet de vérifications annuelles et étaient conformes le jour de l'inspection. Par ailleurs, en cas de déversement accidentel, un bac contenant des produits absorbants est mis à disposition à droite de l'entrée principale, permettant une intervention rapide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'exploitant entrepose les produits sur des bacs de rétention équipés de caillebotis pour les bidons et les fûts, assurant ainsi une gestion adaptée des éventuelles fuites. Les IBC, quant à eux, sont directement disposés sur le sol. La cellule de stockage fait office de rétention et est équipée d'un déversoir relié à une rétention extérieure (déportée) actuellement dimensionnée à 54 m ³ . Toutefois, l'arrêté préfectoral impose un volume de rétention de 60 m ³ . À ce titre, l'exploitant prévoit la réalisation prochaine de travaux afin de mettre ses installations en conformité avec les exigences réglementaires suite à l'inspection de septembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a transmis le devis signé relatif aux travaux de réfection visant à assurer la disponibilité du volume de rétention requis, rattaché à la cellule de stockage des produits chimiques. Il transmettra les justificatifs (factures et photos à l'inspection des installations classées à l'issue pour attester de la mise en conformité avec les exigences réglementaires en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les produits stockés dans le local sont organisés de manière à être placés individuellement sur des dispositifs de rétention adaptés à leurs caractéristiques. Cette disposition permet de prévenir tout mélange accidentel de substances incompatibles, notamment en cas de fuite ou de déversement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'exploitant a mis en place un tableur Excel permettant d'assurer le suivi des stocks au sein des différentes cellules de stockage. Les quantités présentes sont détaillées ci-dessous :

Cellule n°1 - Produits chimiques

Produits (Point éclair)	Quantité maximale autorisée (kg)	Quantité (kg)
Produits très inflammables (<23°C)	2360	1273,5
Produits inflammables (23°C à <63°C)	6600	1290
Produits très combustibles (63°C à 90°C)	7200	2200
Produits combustibles (>90°C)	6300	6072

Cette cellule est principalement dédiée au stockage de produits chimiques, répartis selon les catégories suivantes :

- peintures de finition
- primaires / apprêts
- durcisseurs / agents de réticulation
- solvants, diluants et produits de nettoyage des peintures
- agents nettoyants et dégraissants

Cellule n°2 – Magasin

Produits (Point éclair)	Quantité maximale autorisée (kg)	Quantité (kg)
Liquides combustibles (<100°C)	10300	428
Liquides combustibles (100°C à <150°C)	2400	640
Solides inflammables (<55°C)	1700	0
Solides combustibles (>150°C)	22000	16590,1

Cette cellule correspond au magasin de stockage des consommables et équipements, comprenant principalement :

- consommables de fonderie (noyautage et moulage)
- armatures et composants métalliques
- réfractaires et produits de coulée
- filtres et systèmes de filtration
- produits chimiques de traitement
- produits de nettoyage et d'hygiène
- articles d'emballage et de conditionnement
- outillage et équipements d'usinage
- équipements de protection individuelle (EPI)

Type de suites proposées : Sans suite